

# CONNEXION ICPA

Décembre 2021 | No. 12

Elise Bigley | Rédactrice

## Quoi de neuf à l'ICPA

**Aperçu des enjeux fédéral-provinciaux-territoriaux et l'agriculture canadienne**

**Rapport Ce que nous avons entendu**

**Webinaire sur les enjeux fédéral-provinciaux-territoriaux**

**Vidéoclip sommaire**

**le rôle de la santé des sols dans l'agriculture durable**

**Rapport Réflexion rapide**

## Nos lectures

Dans un récent article d'opinion paru dans le Globe and Mail, Donald Savoie affirme que le fossé entre les villes et les campagnes ne fait que s'approfondir au Canada. Savoie évoque deux facteurs qui augmentent le risque de perdre des perspectives clés et d'aboutir à des politiques mal adaptées au Canada : les gens ont tendance à regarder les problèmes à travers leur propre lentille et les élites politiques, économiques et intellectuelles du Canada vivent dans les villes et fonctionnent à travers une lentille urbaine.

M. Savoie écrit que « l'appareil gouvernemental à Ottawa et dans les provinces doit être équipé de lentilles rurales pour aider à voir le Canada comme le font les Canadiens des régions rurales, et pour faire face à ses défis uniques. » M. Savoie propose au lecteur des solutions possibles, comme l'assouplissement de la réglementation et l'adaptation des politiques existantes aux besoins particuliers des régions rurales.



OPINION

### Canada's rural-urban divide is getting deeper, and that hurts all Canadians

Much of Canada's political power lives in cities, and that has led to cultural biases and blind spots that risk erasing a vital kind of diversity in the country

DONALD SAVOIE  
SPECIAL TO THE GLOBE AND MAIL  
PUBLISHED DECEMBER 10, 2021



PHOTO ILLUSTRATION BY THE GLOBE AND MAIL (SOURCE: ISTOCKPHOTO)

Donald J. Savoie is the author of *The Rural Entrepreneur*: John Bragg.

# Commentaire de l'ICPA

## 2021 : Une année de défis et d'opportunités pour l'agroalimentaire

Le système agroalimentaire canadien a connu une année remplie de défis et de possibilités en 2021. On a compris que le contexte politique du secteur agroalimentaire canadien est devenu beaucoup plus dynamique qu'il y a des années ou des décennies. L'année 2021 a également fait comprendre que, malgré le besoin crucial pour le Canada de produire plus d'aliments tout en réduisant l'empreinte écologique et en accroissant la rentabilité pour les producteurs, le système agroalimentaire pourrait ne pas être bien préparé. Il y a un besoin immédiat de solutions stratégiques créatives qui recourent la sécurité alimentaire, l'environnement et le commerce.

Tout au long de l'année, les manchettes ont porté sur les défis qui empêchent les parties prenantes du système agroalimentaire de dormir la nuit. Qu'il s'agisse des sécheresses dans les Prairies et des inondations en Colombie-Britannique et dans les Maritimes, de la cible fédérale de réduction de 30 % des émissions d'azote, de l'obsession à l'égard des bovins à la COP26, des interdictions soudaines imposées aux exportations de viande vers la Chine et de pommes de terre vers les États-Unis, du moratoire politique sur l'augmentation de la limite maximale de résidus de pesticides ou des préoccupations croissantes au sujet de l'inflation, c'est une chose après l'autre.

Les possibilités ne font peut-être pas les manchettes, mais elles stimulent tout autant l'agriculture canadienne.

Citons l'augmentation des exportations et de la demande intérieure qui fait grimper les prix pour la plupart des agriculteurs (tant pour les achats que pour les ventes), la résilience démontrée à force de lutter contre la COVID19, les investissements historiques dans l'agriculture climatointelligente annoncés dans le budget fédéral, l'annonce d'investissements dans de nouvelles installations de transformation, la conclusion d'une entente fédérale-provinciale-territoriale sur l'Énoncé de Guelph et la modernisation par Santé Canada de son approche pour réglementer les innovations en matière de sélection des végétaux. Ce ne sont là que quelques-unes des raisons pour lesquelles le système agroalimentaire canadien doit être optimiste à la fin de 2021.

Ces défis et ces possibilités mettent en évidence l'ampleur des changements dans le contexte politique du système agroalimentaire canadien.

La fin des années 1990 et le début des années 2000 ont constitué une période difficile pour l'agriculture, compte tenu de l'importante diminution des revenus agricoles, de la détection et des retombées des cas d'encéphalopathie spongiforme bovine et de l'accroissement des pressions lors des négociations avec l'Organisation mondiale du commerce. Au milieu des années 2000, la plupart de ces crises s'étaient calmées et un faible consensus sur la politique agricole s'était établi. En s'appuyant sur le soutien manifesté dans les années 1990 à l'égard d'un commerce plus ouvert et plus libéralisé et sur le désir d'accroître l'efficacité et la productivité, les gouvernements et les parties prenantes du secteur de l'agriculture ont préconisé une politique agricole fondée sur un niveau raisonnable de programmes de gestion des risques et d'investissements stratégiques dans l'accès aux marchés et le développement, la recherche, l'innovation et la transformation à valeur ajoutée.

Toutefois, cette dernière année a renforcé le fait que les attentes en matière d'agriculture et d'alimentation ont changé, et que le faible consensus semble s'estomper, avec plus de gens offrant plus de perspectives sur ce à quoi devrait ressembler l'avenir de la politique agroalimentaire.

Le commentaire se poursuit à la page 3

# Commentaire de l'ICPA

## 2021 : Une année de défis et d'opportunités pour l'agroalimentaire

Suite de la page 2

Les raisons de ce changement sont complexes, mais elles sont fondées en partie sur la réalité qu'à un moment où il est impératif pour le système agroalimentaire d'améliorer considérablement son incidence environnementale, sociale et économique, le nombre d'attentes de l'extérieur du système agroalimentaire traditionnel s'accroît en ce qui concerne la façon de procéder et la détermination des priorités. Les gouvernements, les investisseurs, la société civile et les consommateurs exigent tous une meilleure situation, tandis que les producteurs et les transformateurs exigent la capacité de faire concurrence. Cette tension s'est manifestée lors du Sommet sur les systèmes alimentaires des Nations Unies, qui s'est déroulé tout au long de 2021.

Cette tension est également mise en évidence par le besoin crucial cerné par l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) au début de l'année : Un système agroalimentaire plus résilient qui produit davantage et mieux, de façon durable sur le plan environnemental et rentable, de façon à répondre aux besoins et aux désirs croissants des consommateurs au Canada et dans le monde entier.

La recherche de solutions qui s'adaptent au contexte évolutif et qui répondent à ce besoin crucial oriente le programme de l'ICPA. Cette recherche a également été au premier plan du Forum des grandes solutions (FGS) de l'ICPA, qui s'est déroulé pendant plusieurs jours en mai. Le FGS a constitué l'aboutissement du programme de recherche Créer de la prospérité à partir du chaos, qui comportait des dialogues, des recherches et des webinaires au cours de l'année précédente. Les présentations du FGS, notamment l'exposé de M. Christopher Barrett sur le regroupement des innovations pour les transformations du système alimentaire, et les tables rondes avec les sous-ministres et les chefs de file de l'industrie, peuvent être visionnées sur la page YouTube de l'ICPA.

Dans le rapport définitif du FGS, l'ICPA a mis en lumière deux conclusions : 1) Le système agroalimentaire canadien présente beaucoup de potentiel et est en mesure de contribuer à la production alimentaire durable, à la sécurité alimentaire mondiale et aux solutions de lutte contre les changements climatiques, tout en améliorant ses avantages concurrentiels; 2) Notre capacité de recourir à des connaissances multidisciplinaires pour créer des solutions nous offre de grandes possibilités, relativement inexploitées.

L'ICPA a ensuite déterminé quatre mesures clés nécessaires pour créer de la prospérité à partir du chaos : Approches systémiques; réflexion stratégique; partenariats public-privé; leadership ambitieux. Ces quatre mesures simples se sont révélées incroyablement difficiles à mettre en œuvre pour le système agroalimentaire canadien. Cependant, elles pourraient grandement permettre d'atténuer les difficultés et de saisir pleinement les occasions qui se présentent.

Au moment où les parties prenantes du système agroalimentaire se tournent vers 2022, où le contexte politique continue d'évoluer et où il est de plus en plus essentiel de produire davantage et mieux, de façon durable sur le plan environnemental et rentable, nous devons réfléchir à la façon de mettre en œuvre ces quatre mesures.

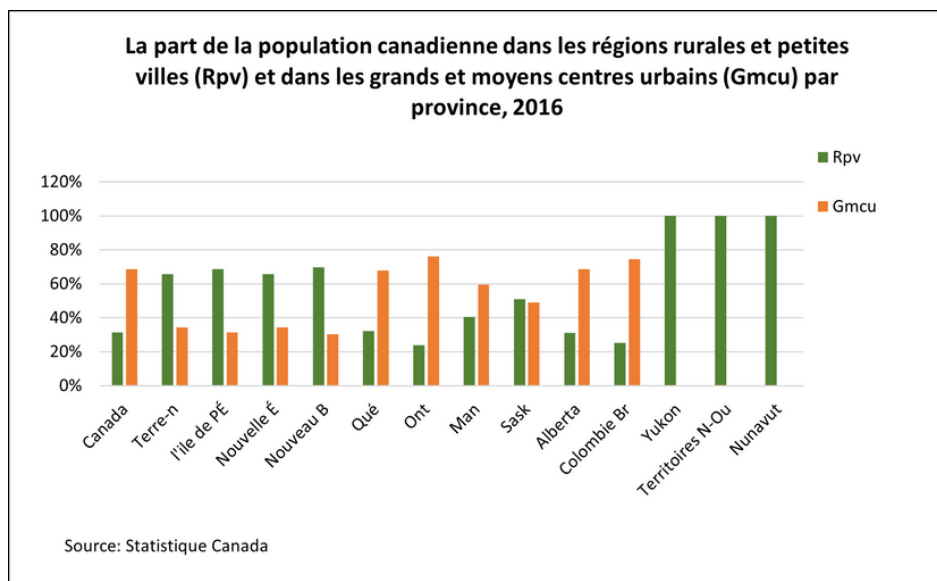
Nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer ce besoin crucial. Ce n'est pas non plus une situation qu'une partie prenante peut régler seule. Un contexte politique complexe et dynamique exige de s'éloigner du statu quo pour adopter des solutions créatives – des solutions élaborées ensemble. Il faut une équipe pour élaborer des politiques et être ouvert aux grands changements lorsque les contextes évoluent rapidement. Si l'on se fie à l'année 2021, l'équipe de la politique agroalimentaire sera très occupée en 2022.

Tyler McCann, Directeur principal

# Un grand graphique

## *La Fracture rurale-urbaine au Canada*

Comparativement à de nombreux autres pays, le Canada compte une part relativement importante de sa population vivant dans les régions rurales. En 2016, environ 31 % de la population canadienne vivait dans des régions rurales et de petites villes partout au pays (Footnote : les régions qui ne sont pas métropolitaines de recensement (RMR) ni les agglomérations de recensement (AR) avec moins de 10,000 de personnes). Cela se compare à des pays comme la Grande-Bretagne avec



seulement 2% de sa population rurale en 2014, et la Finlande, à 59% (Footnote : N L'ocde base de données). La part rurale moyenne de l'OCDE dans la population d'un pays était de 25 % en 2014.

L'importance des villes rurales et des petites villes varie d'une province à l'autre. Une plus grande proportion de Canadiens dans les provinces maritimes et en Saskatchewan vivaient dans des régions rurales ou de petites villes en 2016. Au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, 100 % de la population était rurale et de petite ville. Par contre, au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique, une plus grande partie de la population résidait dans des centres urbains de grande ou moyenne taille. En raison de la concentration de la population canadienne dans ces quatre provinces, plus de 70 % de la population canadienne était des citadins, vivant dans des centres urbains de plus de 10 000 habitants.

Néanmoins, les régions rurales ont leurs avantages et sont importantes pour l'activité économique et les exportations du Canada. À titre d'exemple, 63 % de l'emploi dans l'agriculture canadienne se fait dans les régions rurales et les petites villes. La foresterie, la pêche, les mines et le pétrole et le gaz sont également fortement concentrés dans les zones rurales, représentant 31 % de l'emploi dans l'industrie. Les régions rurales sont également des endroits où l'on peut trouver une grande beauté naturelle et une faune, contribuant au bien-être et les moyens de subsistance des Canadiens autochtones et tous les Canadiens. C'est pour cette raison que l'on craint vraiment que les politiques du gouvernement fédéral soient axées sur les citadins sans tenir compte de l'importance des zones rurales pour la création d'emplois et l'activité économique liée à la production d'aliments et de carburants, pour nourrir les citadins et fournir des produits d'exportation pour le monde, en plus de fournir une beauté naturelle et un habitat faunique qui contribuent au bien-être et aux moyens de subsistance des Autochtones et de tous les Canadiens.

# Possibilités de partenariat à l'ICPA

**Votre engagement est essentiel.** Les risques n'ont jamais été aussi grands et les opportunités aussi nombreuses. Le moment est venu pour le système agroalimentaire de jouer un rôle de premier plan en tant que fournisseur de solutions essentielles pour l'économie, l'environnement, et la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, les politiques doivent impérativement être modifiées de manière créative.



Ici pour aujourd'hui,  
prêt pour demain

**L'ICPA est heureux d'annoncer notre campagne de capitalization *Ici pour aujourd'hui, prêt pour demain!***

L'ICPA s'engage à rechercher des idées stratégiques audacieuses et novatrices pour répondre aux besoins critiques du système agroalimentaire canadien, soit de rendre celui-ci plus résilient, qu'il produise davantage, mieux et de façon durable et rentable, en phase avec la demande croissante des consommateurs au pays et à l'international.

Nous avons besoin de toutes les mains sur le pont. L'ICPA vous invite à vous joindre à ses efforts pour apporter des changements transformationnels audacieux au système agroalimentaire. Pour en savoir plus sur ce qui se profile à l'horizon, visitez le site de **[l'ICPA](#)**.

## ***Investir dans l'environnement***

Les nouvelles technologies et les nouveaux outils changent la façon de faire des agriculteurs d'aujourd'hui. Cependant, l'adoption de nouvelles technologies ou la modification des méthodes de production alimentaire peuvent entraîner des coûts qui peuvent freiner la contribution des agriculteurs à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de la biodiversité. Ces nouvelles technologies et pratiques peuvent avoir un effet positif sur l'environnement – à condition que les agriculteurs les adoptent.

Le projet vise à déterminer les politiques publiques et privées qui peuvent accroître rapidement l'adoption et la mise en œuvre de nouveaux outils ainsi que les pratiques qui maximisent les résultats environnementaux et sociaux.

***Ce projet est financé en partie par la Fondation RBC. Nous cherchons activement partenaires privés et des fondations pour faire avancer ce projet et le système agroalimentaire.***



## Appuyer l'ICPA

Vous pouvez faire la différence! Songez à devenir partenaire de notre travail ou à l'appuyer par l'entremise de la Fondation de l'agroalimentaire du Canada, un organisme de bienfaisance enregistré. Votre engagement est très important, car il est urgent d'intensifier nos efforts, étant donné que l'agriculture et l'agroalimentaire peuvent être des fournisseurs de solutions essentiels pour l'économie, l'environnement, la santé, l'alimentation et la sécurité mondiale. Mais, les changements créatifs aux politiques sont cruciaux. Cliquez **[ici](#)** pour en savoir plus.

**L'ICPA reconnaît le soutien global de ses nombreux partenaires, en particulier celui d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.**

**Canada**